

HAUSSE DES PRIX DES VIANDES ROUGES JUSTIFIÉE PAR LA GRÈVE DES VÉTÉRINAIRES

Le secret de la disponibilité de la viande blanche

La grève des vétérinaires paralysant l'activité des abattoirs est l'excuse qu'ont trouvée les commerçants pour légitimer l'augmentation soudaine des prix des viandes rouges, à la veille de ce Ramadhan. Mais pourquoi la viande blanche n'a-t-elle pas observé la même tendance ?

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - En principe, hier était le dernier jour de la grève annoncée par les vétérinaires à la veille de Ramadhan. Ce qui devrait, théoriquement, redonner aux viandes rouges leurs «véritables prix». Une suspension, prévue pour trois jours, dont les commerçants avaient, visiblement, pris connaissance bien avant qu'elle ne débute. Ce qui leur a permis

de s'approvisionner et de stocker leur ravitaillement, a confié l'Union algérienne des vétérinaires. Autrement dit, cette hausse des prix de la viande rouge n'a vraisemblablement pas lieu d'être. Du moins, pas aussi exagérément. Mais ce qui est le plus étonnant, c'est que cette courbe haussière n'a pas touché les viandes blanches. S'il est question de paralysie des abattoirs,

générée par la grève des vétérinaires, c'est logiquement tout type de viande qui est atteint. Or, ce ne sont pas ces faits qu'exposent certains commerçants à leurs clients.

Concrètement, outre le jeu de l'offre et de la demande expliquant l'augmentation des prix des viandes rouges pour ce mois, une grande part de responsabilité est attribuée à la cupidité commerciale des boucheries voulant amplifier leurs gains durant ce mois, particulièrement marqué par une fièvre acheteuse et une forte consommation des ménages.

N. B.



Photo : Samir Sid

Le poulet n'a pas été touché par la hausse des prix.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE À CONSTANTINE

Ferroukhi optimiste

La visite-éclair effectuée hier par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche Sid-Ahmed Ferroukhi à Constantine aura été l'occasion pour ce dernier de réitérer son satisfecit à propos des résultats enregistrés par le secteur de l'agriculture dans cette wilaya.

Pionnière, notamment en matière de production céréalière, l'expérience constantinoise constitue pour le premier responsable du secteur, un modèle à suivre pour les autres régions du pays. Aussi, insistera-t-il depuis une plantation de lentilles à la commune de Ouled Rahmoune sur la nécessité de démultiplier l'expérience de cette dernière, notamment au sud du pays et d'élargir son champ d'intérêts à d'autres variétés de céréales tels les pois chiches acquiesçant au vœu de l'agriculteur dont il était

l'hôte. Sid-Ahmed Ferroukhi renouvellera ses encouragements à la pépinière Brahmata d'arbres fruitiers dans la commune de Khroub où il insistera de nouveau sur la formation pour promouvoir ce type de plantations. Le ministre de l'Agriculture, qui a entamé sa visite par l'inauguration symbolique de la boulangerie industrielle sise à la zone d'activité Etaref dans la commune d'Ibn Badis, s'est également rendu au marché de proximité établi pour la circonstance du mois de Ramadhan à la maison des syndicats



Sid Ahmed Ferroukhi.

Abdelhak-Benhamouda au centre-ville de Constantine. Et à ce titre, la ministre rassurera de la disponibilité des produits de large

consommation, estimant que le marché est bien approvisionné en quantité et en diversité, et estimant également que les prix de

ces produits se stabiliseront dès la semaine prochaine, une fois les tensions des premiers jours propres au Ramadhan, dépassées.

S'agissant de la grève des vétérinaires du secteur public entamée dimanche dernier, Sid-Ahmed Ferroukhi a précisé que la décision de suspendre cette dernière a été prise lundi dernier suite à des rounds de négociations entre la tutelle et les représentants du Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNV-FAP) sur la base de l'engagement du gouvernement à poursuivre le dialogue avec les représentants de ce corps de métiers afin de répondre graduellement à toutes leurs revendications.

K. G.

ZAIM BENSACI, PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF DE LA PME :

«Nous n'avons rien à faire à l'OMC»

Développant un discours contraire de celui tenu par les hauts responsables du pays au sujet de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Zaïm Bensaci, président du Conseil national consultatif de la petite et moyenne entreprise, critique le processus et appelle même à mettre en place des barrières douanières à l'effet de protéger la production nationale.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Etre dedans ou pas, peu nous importe. Je suis pour la mise en place de barrières douanières. L'essentiel pour nous, c'est de protéger la production nationale. Il faut trouver des mesures de protection pour que nous puissions arriver à diminuer véritablement les importations. Je ne vois pas pourquoi certains pays l'ont fait et pas nous», a lancé Zaïm Bensaci, invité hier de la rédaction de la Chaîne 3. Par ailleurs, revenant sur la tripartite, Zaïm Bensaci a plaidé pour que les

walis aient plus de prérogatives pour faciliter l'acte d'investir et promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME). «Lors de la dernière tripartite, le Premier ministre a été très clair : tous les moyens seront mis à la disposition des investisseurs. Il a tenu à affirmer l'urgence d'en terminer avec la bureaucratie. Il faudrait l'implication directe de l'Etat. Cela implique qu'au niveau des wilayas, les walis aient plus de prérogatives en ce qui concerne leurs attributions : il y a des directions au niveau de l'exécutif qui échappent totalement aux walis», a souligné l'invité de la radio qui appelle à une véritable décentralisation, en faisant en sorte que le wali puisse prendre des mesures effectives dans tous les secteurs d'activité.

Le président du Conseil consultatif de la PME appelle à agir radicalement en agissant sur les personnes et les mentalités. «A partir du moment où un fonctionnaire est pris en flagrant délit en train de bloquer un projet, il faudrait le sanctionner, de cette sorte nous aurons de meilleurs résultats», observe Zaïm Bensaci. A en croire ce der-



Zaïm Bensaci.

nier, il y aurait chez le gouvernement une «prise de conscience» à propos de la nécessité de faciliter le plus possible la

création des PME et à travers elles la richesse et les emplois, tout en se disant optimiste quant à voir les choses évoluer positivement. Les mesures urgentes à prendre dans l'immédiat afin de booster l'investissement, selon Zaïm Bensaci, concernent la libéralisation du foncier et la facilitation de l'accès aux crédits à l'investissement, deux points sur lesquels insiste particulièrement le Premier ministre.

A ce propos, M. Bensaci a affirmé que la nouvelle loi sur l'investissement devrait octroyer automatiquement les différents avantages sans passer par l'ANDI qui ne serait qu'un élément accompagnateur. «C'est une bonne avance que ce soit la loi qui octroie des encouragements à l'investissement, que ce soit au niveau des Hauts-Plateaux ou du Sud», note-t-il. Nous sommes dans une situation claire : à savoir soit nous coulons soit nous flottons. Il s'agit maintenant de passer la barrière et de ne plus regarder dans le rétroviseur sinon nous ne nous en sortirons pas», prévient Bensaci.

Y. D.